

« SAS Centrales Villageoises du Chablais » Chabl'Energies

Société par actions simplifiée à capital variable

Au capital de 10 000 euros

Siège social :

108A route du Pont de l'Hermance, 74140 Veigy-Foncenex

RCS : Thonon-les-Bains 903 797 231

STATUTS

Statuts adoptés en date du 18.12.2023

Préambule

Chabl'Energies, la SAS Centrales Villageoises du Chablais s'inscrit dans le programme de développement des Centrales Villageoises originellement initié en région Auvergne Rhône-Alpes avec le soutien de l'Europe et de la Région, soutenu par la Fédération Nationale des Parcs naturels régionaux et Auvergne-Rhône-Alpes Energie Environnement. Les présents statuts reflètent les enjeux et concourent aux objectifs du Pôle Métropolitain du Genevois Français, porteur d'un Programme TEPOS (territoire à énergie positive) et de Thonon agglomération (engagées dans des démarches TEPCV et PCAET).

Ils s'appuient sur des valeurs partagées par toutes les structures portant des projets de centrales villageoises.

Les centrales villageoises s'inscrivent dans une démarche globale de réduction des consommations d'énergies et particulièrement de celles basées sur les énergies fossiles productrices de gaz à effet de serre. Elles concourent à un développement massif des énergies renouvelables qui s'inscrit dans une démarche territoriale respectant ses valeurs.

Les sociétés Centrales Villageoises s'engagent à respecter la charte des Centrales Villageoises, notamment ses points fondamentaux et à suivre leur évolution. Elles contribuent aux objectifs de leur association nationale en fonction de leurs développement et partagent leurs avancées.

La SAS Chabl'Energies s'engage notamment à :

- Œuvrer au maximum avec les élus pour une concertation et une co-construction des projets avec les habitants et acteurs du territoire ;
- Rechercher en priorité à conforter le développement local, et concourir à la création de richesse pour ses habitants et entreprises ;
- Contribuer à travers ses actions au renforcement des liens sociaux sur le territoire et à mettre en valeur ses qualités ;
- Travailler sur des actions pédagogiques, afin d'inciter à la réduction de la consommation d'énergie ;
- Être en cohérence avec une démarche globale de performance énergétique du bâtiment ;
- Veiller au développement de toute forme de modèles de productions d'énergies renouvelables et de consommation locales, rentrant dans ses valeurs ;
- Veiller dans l'ensemble de ses projets à une intégration paysagère de qualité dans le respect du patrimoine architectural, les toitures équipées de surfaces souvent importantes de panneaux photovoltaïques étant pour la plupart d'entre elles visibles de tous ;
- Accorder une attention particulière aux publics fragiles et œuvrer avec les instances engagées dans cette voie.

Ceci exposé, les soussignés ont établi les statuts de la Société par actions simplifiée dans le but de sa constitution.

Table des matières

Préambule.....	2
TITRE I CONSTITUTION - DENOMINATION - OBJET - DUREE - SIEGE.....	4
Article 1 ^{er} – Forme.....	4
Article 2 – Dénomination	4
Article 3 – Objet social	4
Article 4 – Durée.....	6
Article 5 – Siège social.....	6
TITRE II CAPITAL SOCIAL – ACTIONS.....	7
Article 6 – Apports	7
Article 7 – Capital social initial.....	7
Article 8 – Variabilité du capital – Capital minimum – Capital maximum – Pourcentage détenu	7
Article 9 – Forme des actions – Souscriptions	8
Article 10 – Droits et obligations attachés aux actions	8
Article 11 – Cession d’actions	9
TITRE III ADMISSION - RETRAIT - EXCLUSION - REMBOURSEMENT	11
Article 12 – Admission d’un nouvel associé	11
Article 13 – Retrait d’un associé	12
Article 14 – Clause d’exclusion.....	13
Article 15 – Perte de la qualité d’associé.....	13
Article 16 – Droits et obligations de l’associé sortant	14
TITRE IV ADMINISTRATION – CONTRÔLE	15
Article 17 – Présidence et Vice-présidence	15
Pouvoirs du Président ou de la Présidente.....	15
Article 18 –Délégation de pouvoirs.....	16
Article 19 – Conseil de gestion.....	16
Article 19 bis – Comité consultatif pour les opérations d’autoconsommation collective....	19
Article 20 – Commissaires aux comptes.....	20
Article 21 – Conventions entre la Société et ses dirigeants	20
TITRE V DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS.....	21
Article 22 – Droits de vote – Représentation – Conditions de majorité	21
Article 23 – Décisions obligatoirement prises par les associés	21
Article 24 – Modalités de consultation des associés.....	22
Article 25 – Procès-verbaux.....	23
TITRE VI COMPTES SOCIAUX – RÉPARTITION DES RÉSULTATS.....	24
Article 26 – Exercice social	24
Article 27 – Inventaire et comptes sociaux.....	24
Article 28 – Approbation des comptes annuels et répartition des résultats	24
Article 29 – Paiement des dividendes	25
TITRE VII PROROGATION - DISSOLUTION – LIQUIDATION	26
Article 31 – Capitaux propres insuffisants par rapport au capital social	26
Article 32 – Dissolution, liquidation, prorogation.....	26
Article 33 – Contestations	26

TITRE I CONSTITUTION - DENOMINATION - OBJET - DUREE - SIEGE

Article 1^{er} – Forme

Il est formé entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront ultérieurement aux présents statuts, une **Société par actions simplifiée à capital variable**, régie notamment par :

- Le livre II du Code de commerce et plus particulièrement les articles L231-1 et suivants relatifs aux sociétés à capital variable et les articles L.227-1 à L227-20 relatifs aux sociétés par actions simplifiée,
- Et par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination

La dénomination sociale de la société est : « **Centrales Villageoises du Chablais** ». **Son nom commercial est « Chabl'Energies ».**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée à capital variable » ou des initiales « S.A.S. à capital variable », et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 – Objet social

La société a pour objet :

- L'installation et l'exploitation de centrales de production d'énergie renouvelable et la vente de l'énergie produite,
- Le développement et la promotion des énergies renouvelables, des économies d'énergies et de la sobriété,
- La sensibilisation du grand public et des collectivités aux causes et conséquences du dérèglement climatique,
- d'encourager et de nourrir la coopération entre citoyens et collectivités d'un territoire autour des enjeux liés à la transition énergétique et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social ainsi défini.

Toutes opérations dans le domaine de l'énergie en soutien au public fragile sur le territoire.

Par son caractère collectif et son approche territorialisée, la société a vocation à être un vecteur de lien social et de renforcer la cohésion entre les différents acteurs du territoire.

La société « **Chabl'Energies - Centrales Villageoises du Chablais** » ne peut réaliser d'investissements immobiliers que sur le territoire de Thonon agglomération, constitué par les communes suivantes, :

- **Allinges (74005)**
- **Anthy-sur-Léman (74013)**
- **Armoy (74020)**
- **Ballaison (74025)**
- **Bons-en-Chablais (74043)**
- **Brenthonne (74048)**
- **Cervens (74053)**
- **Chens-sur-Léman (74070)**
- **Douvaine (74105)**
- **Drailant (74106)**
- **Excenevex (74121)**
- **Fessy (74126)**
- **Loisin (74150)**
- **Lully (74156)**
- **Lyaud (74157)**
- **Margencel (74163)**
- **Massongy (74171)**
- **Messery (74180)**
- **Nernier (74199)**
- **Orcier (74206)**
- **Perrignier (74210)**
- **Sciez (74263)**
- **Thonon-les-Bains (74281)**
- **Veigy-Foncenex (74293)**
- **Yvoire (74315)**

A titre exceptionnel et sous réserve de l'accord de l'Association des Centrales Villageoises, la société pourra investir dans un projet en dehors de son territoire, sous réserve que celui-ci soit situé sur une intercommunalité limitrophe du sien ou jouxtant ce dernier et qu'aucune autre Centrale Villageoise soit existante sur celle-ci.

En particulier, dans le cadre d'opérations d'autoconsommation collective, la société peut constituer la personne morale organisatrice telle que définie à l'article L315-2 du code de l'énergie, ou tout article qui s'y substituerait. Dans ce cadre elle :

- Conclut et exécute la convention relative à la mise en œuvre d'une opération d'autoconsommation collective avec le gestionnaire de réseau public de distribution et indique notamment à ce dernier toutes les informations requises au titre de l'article D.315-9 du code de l'énergie, en ce compris, l'identité de producteurs et consommateurs participant à l'opération d'autoconsommation collective, les clés de répartition de la production entre les membres de l'opération, leur méthode de calcul et modalités de transmission, les informations concernant les contrats de fourniture de complément des consommateurs et d'achat de surplus des producteurs, et le cas échéant, les principes d'affectation de la production non-consommée et leurs éventuelles modifications au cours du temps ;
- Informe tous les consommateurs et producteurs concernés par le projet d'autoconsommation collective du contenu de la convention conclue avec le gestionnaire du réseau de distribution public ;
- S'engage à recueillir l'accord de tout participant souhaitant prendre part à l'opération d'autoconsommation collective, l'autorisation pour la collecte et la transmission des données de comptage et renégocie au besoin avec les autres membres les clés de répartition de la production ;
- Au-delà des dispositions légales et des contrats pouvant être passés entre eux, encadre les relations entre producteurs et consommateurs et traite les problématiques engendrées par l'opération d'autoconsommation collective.

La société est autorisée à mandater un tiers pour exécuter tout ou partie des actions énumérées ci-dessus en son nom et pour son compte.

Article 4 – Durée

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Article 5 – Siège social

Le siège de la société est fixé au 108A, route du Pont de l'Hermance, 74140 Veigy-Foncenex. Il peut être transféré en tout endroit, dans la limite du périmètre du territoire de la société définie à l'article 3 , par décision du Conseil de gestion.

TITRE II CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 6 – Apports

Lors de la constitution, il est apporté à la Société une somme totale de dix mille euros (10 000 €) correspondant à cent (100) actions de numéraire, d'une valeur nominale de cent euros (100 €) chacune, souscrites et libérées intégralement, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 09/09/2021 par la Banque Crédit Mutuel, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des souscripteurs avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

Article 7 – Capital social initial

Le capital social initial est fixé à la somme de dix mille euros (10 000 €) correspondant à 100 actions de cent euros (100 €) de valeur nominale chacune.

Article 8 – Variabilité du capital – Capital minimum – Capital maximum – Pourcentage détenu

En application des dispositions des articles L.231 à L.231-8 du Code de commerce et de l'article 294-1 du Code de l'énergie (ou de tout article qui s'y substituerait), le capital social est susceptible d'augmentation au moyen de l'admission de nouveaux associés ou de la souscription d'actions nouvelles par les associés et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les associés.

Sous réserve de ce qui est stipulé ci-après, le capital social effectif peut augmenter sans respecter les règles ordinaires jusqu'au montant du capital maximum statutaire fixé à un million (1 000 000) d'euros.

De même, le capital social effectif peut diminuer par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les associés dans la limite du capital minimum statutaire fixé à dix mille (10 000) euros.

Le capital social statutaire maximum et le capital social statutaire minimum pourront être modifiés par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Dans les limites de la variabilité du capital fixées ci-dessus, le Conseil de gestion a tout pouvoir pour recevoir la souscription en numéraire d'actions nouvelles émanant des associés et effectuer les inscriptions modificatives dans les comptes de la société.

Lorsque les souscriptions proviennent de nouveaux souscripteurs, autres que les associés, il est fait application de la clause d'admission prévue à l'article 12 des statuts.

Les trois premières années suivant l'immatriculation de la société, les actions nouvelles seront souscrites à leur valeur nominale. A compter de la quatrième année, l'assemblée générale annuelle décidera s'il y a lieu d'émettre les actions nouvelles avec une prime d'émission, et du montant de cette prime d'émission. Dans tous les cas, les actions nouvelles devront être intégralement libérées.

Sauf dérogation accordée par décision collective des associés à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés, à l'issue du second exercice social suivant la constitution de la Société, chaque associé doit détenir moins de 15 % du capital social.

En application des dispositions qui précèdent, l'associé qui détiendrait un pourcentage d'actions supérieur à 15 %, quelle que soit l'origine de ce dépassement (souscription d'actions, succession ou liquidation d'un régime matrimonial, évolution du capital social) est tenu de céder ses actions dans le délai de six mois suivant la tenue de l'Assemblée Générale ayant statué sur les comptes du second exercice social ou de l'assemblée statuant sur l'exercice au cours duquel est survenu ce dépassement.

L'associé cède les actions en surplus soit à un ou plusieurs associés, soit à un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure prévue à l'article 11.2, soit à la société.

Dans ce dernier cas, celle-ci est tenue dans un délai de six mois soit de céder soit d'annuler lesdites actions.

Article 9 – Forme des actions – Souscriptions

Les actions sont nominatives, non négociables et indivisibles à l'égard de la société. La société ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elles.

Les nouvelles actions seront souscrites soit au moyen d'un bulletin de souscription, établi en deux exemplaires originaux, à conserver par chacune des Parties, soit au moyen d'un système de souscription informatique automatisé mis en place par la société, envoyant un courriel récapitulatif des informations transmises par le souscripteur à chacune des parties.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom des titulaires sur le registre des mouvements et les comptes d'associés tenus par la Société à cet effet.

Article 10 – Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions des Assemblées Générales régulièrement adoptées.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir la communication de documents sociaux.

Pour la prise des décisions collectives, chaque associé dispose d'une voix quel que soit le nombre d'actions détenues.

La propriété d'actions ne donne pas droit à l'utilisation de l'image de la société pour quelque utilisation que ce soit sans l'accord formel du Conseil de Gestion.

Article 11 – Cession d'actions

11.1 Clause d'inaliénabilité

Les actions ne peuvent être cédées pendant les cinq premières années, à compter de l'immatriculation de la Société.

Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction d'aliéner pourra être levée par décision du Conseil de Gestion.

11.2 Clause de préemption et d'agrément

Toute cession d'actions à un tiers non associé doit être prioritairement proposée aux autres associés de la société. Les associés disposent d'un délai de deux mois pour exercer ce droit à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au Président de la Société.

La notification adressée au Président comprend les éléments suivants :

- Le nombre d'actions concernées ;
- Les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse, date et lieu de naissance, état marital et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro R.C.S ou RNA., montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- Le prix et les conditions de la cession projetée.

Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés, avec les moyens de son choix, et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la notification du cédant.

A l'issue du délai de deux mois suivant la notification et à défaut d'exercice du droit de préemption par l'un des associés, le cédant peut vendre à tout acquéreur de son choix, dans la limite de l'agrément du Conseil de gestion prévu ci-après.

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant, soit à un descendant, la cession d'actions à un tiers non associé, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux est soumise à l'agrément de la société dans les conditions prévues ci-après.

Le cessionnaire pressenti doit satisfaire aux conditions prévues à l'article 12 relatives à l'admission d'un nouvel associé.

Le Conseil de gestion se prononce sur l'agrément dans un délai de trois mois à compter de l'extinction du délai de préemption prévu ci-dessus.

Il statue à la majorité des deux-tiers des voix des membres présents ou représentés.

S'il n'agrée pas le cessionnaire proposé, et que celui-ci n'a pas retiré son offre dans le délai de 8 jours, le Conseil de gestion est tenu, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un ou plusieurs associés ou tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue, soit, par la société. Dans ce dernier cas, celle-ci est tenue dans un délai de six mois soit de céder soit d'annuler lesdites actions. Ces facultés peuvent être combinées.

Si, à l'expiration du délai de trois mois prévus précédemment, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est celui mentionné dans la notification ou, à défaut d'accord, fixé à dire d'experts dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil. Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription.

Tous les frais résultants du transfert sont à la charge du cessionnaire.

TITRE III ADMISSION - RETRAIT - EXCLUSION - REMBOURSEMENT

Article 12 – Admission d'un nouvel associé

Toute personne physique ou morale peut se porter candidate pour devenir associée à condition de satisfaire aux conditions suivantes :

- Être majeur,
- Être mineur émancipé,
- Être mineur non émancipé représenté par son tuteur ou administrateur légal,
- A compter du 3^{ème} exercice social, souscrire un nombre d'actions représentant moins de 15 % du capital social,
- Souscrire un nombre minimum de 5 actions pour les personnes morales, le Conseil de gestion pouvant déroger cependant à cette règle,
- Démontrer un lien avec l'une des communes citées à l'article 3 (résidence, activité professionnelle, attaches familiales, autre...).

Sauf lorsque l'admission fait déjà l'objet de la clause d'agrément prévue à l'article 11.2, toute personne sollicitant son admission doit présenter sa demande au Président de la Société lequel la transmet au Conseil de gestion qui accepte ou refuse l'admission.

La notification adressée au Président comprend les éléments suivants :

- Le nombre d'actions concernées ;
- Les informations suivantes : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro R.C.S. ou RNA, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux.

Le Conseil de gestion statue sur l'admission à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président compte double.

Dans le cas où une personne physique ou morale souhaiterait devenir actionnaire au motif qu'elle souhaite participer à une opération d'autoconsommation collective, le Conseil de gestion devra recueillir la décision du Comité consultatif sur la question (art.17 bis) avant d'accepter ou non le candidat.

La décision d'accepter ou non un candidat revêt un caractère purement discrétionnaire les décisions du Conseil de gestion n'ayant pas à être motivées.

Un représentant des héritiers d'un associé décédé ou leur tuteur peut solliciter son admission dans les mêmes conditions.

La liste actualisée des associés est consultable par les actionnaires à chaque Assemblée Générale annuelle.

Par dérogation aux stipulations qui précèdent, l'admission d'un nouveau membre, à compter du 3^e exercice, pour un montant de capital supérieur à 15 % du capital social, pourra être acceptée par décision collective des associés prise à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les actionnaires devront majoritairement résider sur le territoire de la société tel que défini à l'article 3. Si cette majorité devait être remise en cause par l'agrément de nouveaux actionnaires, le Conseil de gestion ne pourra accepter ces nouveaux actionnaires.

Article 12 bis – Admission d'un participant à une opération d'autoconsommation collective

L'actionnaire qui souhaite participer à une opération d'autoconsommation collective dont la présente société est la Personne Morale Organisatrice doit en effectuer la demande auprès du Conseil de gestion. Les demandes doivent être présentées par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courrier électronique suivant les dispositions des articles 1125 et suivants du Code Civil. Elles doivent intégrer le formulaire d'entrée dûment rempli, dans laquelle l'actionnaire s'engage à communiquer toutes les données de comptage nécessaires à la bonne réalisation de l'opération et à respecter les clauses du contrat de vente d'électricité que lui propose la société.

Lorsque cette demande est concomitante à une demande d'admission dans la société, le courrier et le formulaire sont joints à la notification décrite à l'article 12.

Article 13 – Retrait d'un associé

Sauf application des dispositions concernant le capital social statutaire minimum, tout associé pourra se retirer de la société à la date de clôture de chaque exercice social à compter de la cinquième (5^{ème}) année suivant l'immatriculation de la société.

Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction de se retirer pendant le délai de cinq ans pourra être levée par décision par la majorité des deux tiers du Conseil de gestion.

Le retrait devra être notifié au conseil de gestion par courriel avec accusé de réception ou, à défaut, lettre recommandée avec accusé de réception, deux mois au moins avant la clôture de l'exercice.

Il prendra effet à la clôture de cet exercice social.

Dans le cas où la demande de retrait d'un associé devait être refusée du fait qu'elle aurait pour effet de ramener le capital en dessous du capital minimum statutaire tel que fixé à l'article 8 ci-dessus, le retrait, pour tout ou partie de ses actions, serait prioritairement proposé audit associé dès que le montant du capital social le permettrait.

Au cas où cette situation se présenterait pour plusieurs demandes émanant de différents associés, elles seraient traitées dans l'ordre chronologique d'enregistrement.

Article 14 – Clause d'exclusion

Un associé peut être exclu de la société en cas de survenance d'un des événements suivants :

- Non-respect des statuts
- Préjudice moral ou matériel causé à la société
- Défaut de règlement des sommes dues à la société, un mois après une sommation de payer faite par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse

Procédure d'exclusion :

La décision d'exclusion devra figurer à l'ordre du jour de l'assemblée générale.

L'associé devra être convoqué à cette assemblée, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, résumant les griefs invoqués contre lui et l'invitant à présenter sa défense au cours de cette assemblée, soit par lui-même, soit par un autre associé.

Il doit s'écouler un délai minimum de trente (30) jours entre la date d'expédition de la convocation et le jour de la comparution.

La décision d'exclusion est prise par l'Assemblée Générale des associés à la majorité des deux tiers des membres présentes et représentées, après avis du Conseil de gestion.

A défaut pour l'actionnaire d'être présent ou représenté à l'assemblée générale, la décision est prise en son absence.

Si la décision d'exclusion est votée, elle sera immédiatement exécutoire.

La notification de la décision d'exclusion est faite par courriel avec accusé de réception ou, à défaut, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Le rachat des actions de l'associé exclu est fait dans le respect des clauses de préemption et d'agrément. A défaut de repreneur, la société annule les actions.

Article 15 – Perte de la qualité d'associé

La perte de la qualité d'associé peut résulter des situations suivantes :

- La cession d'actions,
- Le décès de l'associé,

- Le retrait de l'associé,
- L'exclusion prononcée par l'Assemblée Générale, après avis motivé du Conseil de gestion, dans les conditions prévues à l'article 14 des statuts.

La perte de la qualité d'actionnaire au titre de l'article 15 vaut également sortie de l'opération d'autoconsommation collective dans laquelle l'actionnaire était impliqué.

Article 15 bis – Perte de la qualité de membre d'une opération d'autoconsommation collective

Tout actionnaire impliqué dans une opération d'autoconsommation collective peut décider d'en sortir selon les clauses précisées dans son contrat d'achat d'électricité, sans que cela modifie pour autant sa qualité d'actionnaire dans la présente société.

Article 16 – Droits et obligations de l'associé sortant

L'associé qui se retire ou est exclu a droit au remboursement de la somme versée sur le montant nominal de ses actions.

Cette somme est, le cas échéant, diminuée de sa quote-part dans le montant des pertes qui excèdent les réserves figurant au bilan.

Inversement, elle est augmentée de sa quote-part dans les réserves excédant les pertes figurant au bilan sauf cas d'exclusion où l'associé perçoit au maximum le montant nominal des actions.

Dans tous les cas, le montant des subventions d'investissement n'est pas pris en compte dans la méthode de valorisation des actions cédées.

Pour ce calcul, il est tenu compte, en cas de retrait, du bilan arrêté à la date d'effet du retrait et pour les autres cas, du dernier bilan arrêté avant l'exclusion, à moins que le Conseil de gestion ne préfère établir une situation à la date de prise d'effet de l'exclusion.

Le règlement du prix de cession dû à l'actionnaire, dans les conditions ci-dessus, ou à ses ayants droit, doit intervenir dans le délai fixé par le Conseil de gestion, de façon à ne pas préjudicier au bon fonctionnement de la société, sans que ce délai puisse excéder un an. Par exception, en cas d'exclusion, le règlement du prix de cession aura lieu dans les 30 jours de la cession.

L'associé quittant la société est tenu de rembourser à celle-ci toutes sommes pouvant lui être dues, ainsi que, le cas échéant, le montant de sa quote-part dans les pertes calculées comme il est dit ci-dessus.

Ce remboursement doit être effectué immédiatement, le Conseil de gestion pouvant, toutefois, accorder des délais s'il l'estime opportun.

TITRE IV ADMINISTRATION – CONTRÔLE

Article 17 – Présidence et Vice-présidence

La société est représentée, gérée et administrée par une personne en charge de la Présidence, personne physique choisie parmi les associés membres du Conseil de gestion.

La première personne en charge de la Présidence est nommée dans les statuts. En cours de vie sociale, il est nommé ou renouvelé par le Conseil de gestion en son sein.

Le Conseil de gestion nomme, en outre, en son sein, une personne en charge de la vice-présidence chargée de convoquer le Conseil de gestion et de procéder aux consultations collectives des associés en cas d'empêchement de la personne en charge de la Présidence. En l'absence ou en cas d'empêchement de la personne en charge de la Présidence, la personne en charge de la Vice-Présidence préside les Conseils de gestion et les assemblées d'associés.

Le premier Vice-président ou la première vice-présidente est nommé dans les statuts.

Les fonctions de Président ou Présidente et de Vice-président ou Vice-Présidente ne sont pas rémunérées.

La durée des fonctions des personnes en charge de la Présidence ou de la Vice-Présidence est de 3 ans renouvelable une fois. Par dérogation, cette durée pourra être prolonger d'un mandat supplémentaire de trois ans par une décision collective des associés à la majorité lors de l'assemblée générale annuelle.

La révocation des personnes en charge de la Présidence ou de la Vice-Présidence peut être prononcée à tout moment par le Conseil de gestion, et n'ouvre aucun droit à indemnité.

Pouvoirs du Président ou de la Présidente

La personne en charge de la Présidence représente la société à l'égard des tiers, conformément à l'article L 227-6 du Code de commerce.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à la collectivité des associés par les présents statuts ou la loi et sous réserve des pouvoirs attribués statutairement au Conseil de gestion, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Lorsqu'il n'est pas nommé de commissaires aux comptes, la personne en charge de la Présidence établit un rapport sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce qu'il présente aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs de la personne en charge de la Présidence sont inopposables aux tiers.

La personne en charge de la Présidence doit recueillir l'accord préalable du Conseil de gestion pour les décisions suivantes :

- Admettre un nouvel associé,
- Acquérir ou céder tout élément d'actif d'un montant supérieur à 2000€ par opération,
- Prendre l'initiative de tout procès ou transaction de quelque nature que ce soit,
- Conclure toute convention d'occupation,
- Conclure toute convention d'emprunt avec les organismes bancaires,
- Créer ou supprimer toute branche d'activité,
- Créer, supprimer ou déplacer toute unité de production, tout établissement secondaire,
- Déplacer le siège social,
- Lever l'interdiction d'aliéner ou du retrait d'un ou d'une actionnaire avant la durée de cinq ans suivant l'immatriculation de la société.

Article 18 –Délégation de pouvoirs

La personne en charge de la Présidence pourra se substituer partiellement dans ces pouvoirs par autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire la personne en charge de la Présidence pour une durée n'excédant pas six mois, la personne en charge de la Vice-Présidence exerce les fonctions de Président par intérim.

En cas d'empêchement d'une durée supérieure ou de décès la personne en charge de la Présidence, le Conseil de gestion pourvoit au remplacement du Président dans les conditions prévues aux articles 17 et 19.

Article 19 – Conseil de gestion

Le Conseil de gestion est composé au minimum de six membres et idéalement de neuf à quinze membres choisis parmi les associés.

Par dérogation, à la constitution de la Société, le Conseil de gestion peut être composé de cinq membres minimums.

Le Conseil de gestion a pour principe la parité femme-homme et s'efforcera de la respecter lors de sa constitution.

Les associés complètent le nombre de sièges du Conseil de gestion afin qu'il atteigne le minimum de six , lors de la première Assemblée Générale suivant l'immatriculation de la Société et, le cas échéant, des assemblées suivantes.

Les premiers membres du Conseil de gestion sont désignés dans les statuts.

Par la suite, les membres du Conseil sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions à la majorité simple par décision collective des associés, présents ou représentés, qui peuvent les révoquer à tout moment dans les mêmes conditions.

Les collectivités et les entreprises ne peuvent occuper collectivement plus de 50 % des sièges du conseil de gestion.

Lorsque la société est Personne Morale Organisatrice de projets d'autoconsommation collective, le Conseil de gestion s'efforce d'assurer une représentativité des comités consultatifs afférents au sein de ses membres.

En l'absence de la personne en charge de la Présidence ou en cas d'empêchement de cette personne, le Conseil de gestion est présidé par la personne élue à la Vice-Présidence. En cas d'absence ou d'empêchement de cette personne, les membres du conseil de gestion désignent une personne pour présider la séance.

Le mandat des membres du Conseil de gestion est de 3 ans renouvelable.

Le Conseil de gestion détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs légaux attribués à la collectivité des associés, il se saisit de toutes questions intéressant la bonne marche de la société et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent.

Il valide les comptes annuels et le rapport de gestion à présenter à l'Assemblée Générale annuelle des associés ainsi que la proposition d'affectation des résultats.

Il convoque l'Assemblée Générale annuelle d'approbation des comptes sociaux, en fixe l'ordre du jour et arrête les projets de résolutions à présenter à l'Assemblée Générale.

Par suite de l'Assemblée Générale annuelle, il arrête les modalités de paiement des éventuels dividendes.

Il est, en outre, compétent pour les pouvoirs spécifiques qui lui sont attribués par les statuts, notamment le Président qui devra recueillir l'accord préalable du Conseil de gestion pour les décisions figurant à l'article 17.

Le Conseil de gestion met en œuvre la procédure d'agrément.

Tout membre du Conseil de gestion qui disposerait par ailleurs d'une fonction d'élu au sein d'une collectivité s'engage à ne pas se trouver en conflit d'intérêt dans l'exercice de son mandat électif. De la même manière, tout membre du Conseil de gestion qui exercerait par ailleurs une activité commerciale en lien avec l'objet social de la société s'engage par écrit auprès du président à ne pas se trouver en conflit d'intérêt dans l'exercice de ses fonctions.

Il décide, en outre, le principe et les modalités des avances en compte courant d'associés.

Il décide des modalités de mise en œuvre des opérations d'autoconsommation collective en s'appuyant sur l'avis des comités consultatifs concernés (art. 19bis). Il autorise l'entrée des participants dans une opération, discute et conclut les conventions avec le gestionnaire de réseau, définit les prix de vente de l'énergie produite lorsque la société est productrice dans une opération d'autoconsommation collective, et convient des règles de communication entre les membres d'une même opération.

Le Conseil de gestion se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et, au moins une fois tous les quatre mois.

Le Conseil de gestion est convoqué par la personne en charge de la Présidence, ou, en cas d'empêchement de celle-ci, par la personne chargée de la Vice-présidence ou à défaut un autre membre du Conseil de gestion, par tout moyen écrit (lettre, courriel, télécopie) cinq jours à l'avance. En cas d'urgence, le Conseil de gestion peut être réuni sans délai. La convocation précise l'ordre du jour.

Sauf majorité statutaire spécifique prévue pour certaines décisions, le Conseil de gestion statue à la majorité des voix des membres présents ou représentés, en cas de partage la voix du Président compte double.

Chaque membre peut se faire représenter à la séance d'un Conseil de gestion dans le cadre d'un mandat écrit donné à un autre membre ou à défaut à la personne en charge de la Présidence. Le nombre de mandat par personne est limité à 2.

Un quorum de 50% des membres du Conseil de gestion présents ou représentés est imposé pour la prise de décision au sein du Conseil de gestion. Le quorum doit être atteint pour que la décision soit valide.

Les décisions et avis du Conseil de gestion sont constatés dans des procès-verbaux signés par le Président de séance et au moins un autre membre du comité et conservés dans un registre spécial.

Dans les rapports avec les tiers, la société n'est engagée que par le Président qui devra toutefois rendre compte de sa gestion au Conseil de gestion.

Article 19 bis – Comité consultatif pour les opérations d'autoconsommation collective

Pour chaque opération d'autoconsommation collective dans laquelle la société Centrales Villageoises porte la responsabilité de Personne Morale Organisatrice, il est constitué un comité consultatif composé de représentants des producteurs et consommateurs impliqués dans l'opération concernée.

Le comité consultatif :

- Est composé des membres de l'opération d'autoconsommation collective qui ont exprimé leur intérêt pour participer à ce comité dans le formulaire d'entrée ;
- Formule un avis, auprès du Conseil de gestion, sur l'admission des actionnaires qui sollicitent une participation dans l'opération d'autoconsommation collective concernée
 - Formule un avis, auprès du Conseil de gestion, sur la perte de qualité d'actionnaire lorsqu'elle concerne l'exclusion d'un membre d'une opération d'autoconsommation collective pour manquement aux dispositions des présents statuts ou pour tout autre motif portant préjudice aux intérêts moraux et matériels de la société ;
- Formule une proposition de clé de répartition entre consommateurs et producteurs de l'opération considérée, sur la base des éléments fournis par les études préalables et mises à disposition par le Conseil de gestion. Il peut également s'exprimer sur les prix de vente de l'électricité proposés.

Le comité consultatif se réunit sur sollicitation du Conseil de gestion, au moins une fois par an.

Les propositions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 20 – Commissaires aux comptes

A la constitution de la Société, il n'est pas nommé de commissaires aux comptes.

En cours de vie sociale, si la société venait à remplir les conditions légales d'appartenance à un groupe ou si elle venait à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du chiffre d'affaires ou du total du bilan, le contrôle légal de la société devra être effectué par un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant désignés par décision collective des associés.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirant après l'approbation des comptes du sixième exercice.

Ils exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur relatifs aux sociétés commerciales.

Article 21 – Conventions entre la Société et ses dirigeants

Conformément aux dispositions de l'article L.227-10 du code de commerce, le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président de la société présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de [l'article L. 233-3](#).

Les associés statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

TITRE V DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Article 22 – Droits de vote – Représentation – Conditions de majorité

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur ses actions.

Le droit de participer aux décisions collectives est subordonné à l'inscription en compte des actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la décision collective.

Pour la prise de décision collective, il est fait référence aux stipulations de l'article 10 des statuts.

Dans les assemblées, chaque actionnaire peut être représenté par son conjoint, son représentant légal ou par un autre actionnaire de la Société. Tout pouvoir doit être nominatif, signé et validé avant le démarrage de l'Assemblée Générale. Il peut aussi voter par correspondance.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité ou une majorité particulière en application des dispositions légales ou des présents statuts, les décisions collectives sont adoptées à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Requièrent, notamment, une décision unanime des associés conformément aux dispositions de l'article L.227-19 du Code de commerce, l'adoption ou la modification des clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément des cessions d'actions, à l'obligation pour un associé de céder ses actions et à la suspension de ses droits non pécuniaires.

Article 23 – Décisions obligatoirement prises par les associés

Les décisions en matière d'augmentation ou de réduction de capital (en dehors de l'application de la clause de variabilité du capital social), d'amortissement, de fusion, de scission, de dissolution, de transformation en une société d'une autre forme, de nomination de commissaires aux comptes (le cas échéant), de comptes annuels et de bénéfices ainsi que l'approbation des conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce sont, dans les conditions prévues par les statuts, exercées collectivement par les associés.

Relèvent, également, de la décision collective des associés les décisions suivantes :

- Toute autre modification statutaire ;
- La nomination des membres du Conseil de gestion, leur révocation ;
- La prise de participation de la société dans tout groupement ou société ;
- La poursuite de la société ou sa dissolution en cas d'insuffisance des capitaux propres ;
- La décision ou l'autorisation d'émettre des obligations et d'en fixer les modalités ou déléguer au Président ou au Conseil de gestion les pouvoirs pour réaliser l'émission d'obligation et en arrêter les modalités ;

- Le dépassement du seuil de détention du capital au-delà de 15% , par un associé ou toute personne souhaitant entrer au capital.

Article 24 – Modalités de consultation des associés

Toutes les décisions collectives pourront être prises en assemblée, à distance, par voie de consultation écrite ou d'un vote électronique, par conférence vidéo ou encore dans un acte signé par tous les associés. Le choix de la forme de la décision collective appartient à la personne en charge de la Présidence.

Toutefois, l'Assemblée Générale est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la date de clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes sociaux.

La personne en charge de la Présidence est aussi tenue de convoquer l'Assemblée Générale lorsque l'ordre du jour comprend un point relatif à l'exclusion d'un associé ou lorsqu'il s'agit de statuer sur la poursuite ou la dissolution de la société du fait de l'insuffisance des capitaux propres.

Les assemblées des associés sont convoquées par la personne en charge de la Présidence sauf lorsqu'il s'agit de l'Assemblée Générale annuelle où celle-ci est convoquée par le Conseil de gestion.

Les convocations sont signées du Président ou de la Présidente, ou en cas d'empêchement du Président, par le Vice-président ou la Vice-Présidente.

À défaut, elles peuvent être également convoquées par le commissaire aux comptes, s'il en est nommé, ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation des assemblées générales est faite, aux frais de la société, par lettre simple ou recommandée, ou par voie électronique avec accusé de réception (sauf lorsqu'au moment de son admission l'associé aura souhaité être convoqué uniquement par courrier). La convocation est adressée à chacun des associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence ou son empêchement par le Vice-président. A défaut, l'assemblée désigne parmi les associés présents son Président de séance.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence : celle-ci, dûment émarginée par les associés présents et les mandataires, est certifiée exacte par le Président.

L'ordre du jour de l'assemblée (ou bien : de la consultation à distance), qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Article 25 – Procès-verbaux

Toute décision collective prise par les associés est constatée par un procès-verbal dressé et signé par le Président et un autre associé.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai susvisé est considéré comme abstentionniste.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal mentionnant la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus au siège social, cotés et paraphés.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibérations des associés sont valablement certifiées conformes par le Président ou le Vice-président.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par le seul liquidateur.

TITRE VI COMPTES SOCIAUX – RÉPARTITION DES RÉSULTATS

Article 26 – Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour d'immatriculation de la société et se clôturera le 31 décembre 2022.

Article 27 – Inventaire et comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi. À la clôture de chaque exercice, le Conseil de gestion dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il présente les comptes annuels de l'exercice, il arrête les comptes annuels et soumet l'approbation des comptes de l'exercice aux associé(e)s à l'occasion de l'Assemblée Générale annuelle.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du résultat de gestion, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le Conseil de gestion établit le rapport de gestion qui décrit la situation de la Société durant l'exercice écoulé, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, les perspectives et évolutions possibles.

Article 28 – Approbation des comptes annuels et répartition des résultats

L'Assemblée Générale des associés est appelée à statuer collectivement sur l'approbation des comptes de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture, le Conseil de gestion arrête les comptes, et établit un rapport de gestion qui est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

L'affectation des résultats est proposée par le Conseil de gestion et décidée par l'Assemblée Générale des associés.

Deux réserves statutaires sont constituées :

- Une dite "fonds de développement" ; une part au moins égale à 20% des bénéfices de l'exercice y est affectée chaque année, jusqu'à atteindre 20% du capital social.
- Une autre, à hauteur d'au moins 25% des bénéfices en plus de la réserve légale de 5%.

Après approbation des comptes annuels et constatation d'un bénéfice distribuable, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition du Conseil de gestion, la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. Celle-ci est nécessairement inférieure ou égale à 50% du bénéfice constaté.

Le taux de rémunération des actions sous forme de dividende ne devra pas excéder, entre deux versements de dividendes, un taux annualisé correspondant au TMRO ⁽¹⁾ + 3,5% par an pour s'adapter à l'évolution de l'économie.

Sur décision de l'Assemblée Générale, le solde peut être versé en réserve ou affecté au financement d'autres projets correspondant à l'objet social, soit distribué aux associés.

(1) TMRO : Taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié au journal officiel, tel qu'en vigueur au 31.12. de l'exercice précédent l'AG, décidant le versement de dividende.

Article 29 – Paiement des dividendes

Le paiement des dividendes se fait dans les conditions arrêtées par le Conseil de gestion lors de sa première réunion suivant l'Assemblée Générale.

Ce paiement pourra soit être versé aux actionnaires, soit inscrit en compte selon le souhait exprimé par l'actionnaire.

Article 30 – Utilisation des réserves

L'Assemblée Générale décide de l'affectation des réserves (hors réserves légales de 5%).

Les réserves statutaires telles que définies à l'article 28 devront nécessairement être utilisées pour financer des actions se rapportant à l'objet social de la société tel que défini à l'article 3, ou à des actions de solidarité (lutte contre la précarité énergétique, solidarité locale et internationale, etc.). Les réserves statutaires ne sont pas distribuables.

TITRE VII PROROGATION - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 31 – Capitaux propres insuffisants par rapport au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce, si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés doivent décider en Assemblée Générale s'il y a eu lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

Article 32 – Dissolution, liquidation, prorogation

Hors cas prévus par la loi, les associés peuvent décider de la dissolution volontaire anticipée par décision collective adoptée en assemblée générale extraordinaire à la majorité des deux tiers des voix des associés présents ou représentés.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

La décision de prorogation de la société est prise par décision collective des associés réunis en assemblée générale et prise à la majorité des deux tiers des voix des associés, un an au moins avant la date d'expiration de la société.

Article 33 – Contestations

Toute contestation qui pourrait s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la société, soit entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à l'arbitrage d'un organisme habilité ou au tribunal compétent du lieu d'immatriculation de la société.

Chacune des parties désignera un arbitre, puis les arbitres désignés en choisiront un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair. À défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance du Président du tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du tribunal de commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres seront tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel. Les honoraires des arbitres seront supportés à égalité par les parties. Les parties attribuent compétence au Président du tribunal de commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.